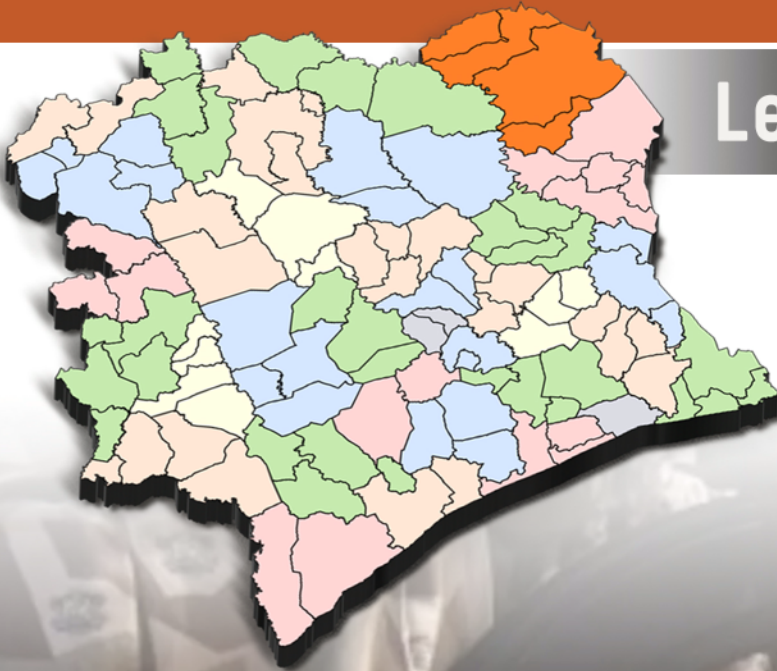


## Étude

# RADICALISATION ET PERCEPTION DE LA MENACE TERRORISTE DANS L'EXTRÊME NORD DE LA CÔTE D'IVOIRE

## Le cas de Bounkani



**Lassina DIARRA,**  
**Chercheur-Associé et Coordonnateur du**  
**Bureau de Timbuktu Institute à Abidjan**

### Résumé

Théâtre de violents conflits de reclassement stratégique, tels les putschs, rébellions et sécessions dès le lendemain de l'indépendance, l'ensemble sahélien se trouve, à la fin du 20<sup>ème</sup> siècle, en proie à une crise multiforme. Cette crise endémique est aujourd'hui davantage aggravée par l'intrusion, à l'intérieur du champ social, d'idéologies politico-religieuses avec ses codes et sa rhétorique de conquête et de contrainte. Avec le récent phénomène de débordement des épices de la violence et du terrorisme au Sahel, les pays voisins du Sahel subissent les contrecoups de la dégradation de la situation sécuritaire dans la région. On évoque même de plus en plus un glissement progressif des zones de déploiement stratégique et des théâtres d'opération vers les pays dits côtiers. La Côte d'Ivoire partage une frontière de plus de 1000 km avec le Burkina Faso et le Mali et subit parallèlement la migration massive en provenance d'autres pays tel que le Niger, pourtant assez éloigné. D'après certains signaux que l'on évoquera dans cette étude, la proximité de l'épicentre du djihadisme sahélien expose l'un des pays les

plus multiconfessionnels de la région à nombre de vulnérabilités. En l'espèce, depuis plusieurs années, le gouvernement ivoirien tente de réduire les conséquences d'une géographie de plus en plus hostile en redéfinissant sa politique de sécurité par un réaménagement de sa posture opérationnelle et de son administration territoriale. Globalement, la réponse de l'État se structure autour d'un dispositif conventionnel qui, à certains points vus, serait relativement, miné par quelques contradictions. L'ensemble des signes annonciateurs d'une radicalisation progressive - dont les dérives de la censure et de négation de la diversité culturelle - se dissimule de moins en moins ; dans les rues des grandes villes de Côte d'Ivoire et jusqu'aux confins de la forêt. Cette nouvelle situation semble témoigner d'une progression de la radicalité en particulier dans un environnement de surnatalité, de misère et de faible niveau d'accès à l'instruction publique. L'exemple de la région du Bounkani à l'extrême nord offre, ici, l'occasion de remonter aux sources et manifestations encore larvées d'une montée en puissance de l'extrémisme endogène de moins en moins corrélé à l'influence de l'extérieur.

# TABLE DES MATIÈRES

<b>INTRODUCTION</b>	<b>4</b>
<b>I. La part des tensions intercommunautaires dans les facteurs internes de vulnérabilité</b>	<b>6</b>
A. L'économie informelle et le crime, comme variables d'interprétation	8
B. Le flux transfrontalier et immigration sahélienne remplaçant le projet de financements des ONG islamistes	9
1. Entre conditionnement mental et segmentation à l'intérieur des terroirs : fin du « <i>bouclier animiste</i> » ?	9
2. Une politisation progressive de l'islam local : une nouvelle tendance préoccupante	11
<b>II. Facteurs et chemins de la radicalité dans le Bounkani</b>	<b>14</b>
A. Radicalité provisoirement non-violente et défaut de vigilance	15
B. Initiation à la « mission jihadiste » de certains jeunes du Bounkani : montée des périls et des inquiétudes	16
<b>III. Réponse antiterroriste : Entre enthousiasme et défis du terrain</b>	<b>20</b>
A. Approche préventive : entre hésitation politique et caducité des paradigmes	21
B. Les défis multiples d'une réponse parcellaire	21
<b>Conclusion</b>	<b>24</b>

## INTRODUCTION

Depuis près d'un quart de siècle, la bande sahélienne ouest-africaine est l'épicentre de conflits asymétriques. Malgré le tabou encore observable, l'analyse de cette conflictualité met des acteurs et des Ong islamistes en accusation. Durant des décennies, elles se sont employées, au plan du conditionnement mental, à instiller et à asseoir une doctrine absolue de la vie et du rapport à l'Autre soutenue par d'importants investissements sur des segments spécifiques de la population<sup>1</sup>.

Au fil du temps, de tels acteurs se sont imposés comme une alternative à l'Islam traditionnel d'essence quiétiste n'ayant pas de visées politiques<sup>2</sup>. Ce faisant, ils cherchaient aussi à pallier les déficits structurels de la gouvernance au Sahel<sup>3</sup> dont les pays ont beaucoup souffert des effets des politiques d'ajustement structurel. L'échec de ceux-ci a laissé vacants des espaces d'expression aux islamistes qui ont exercé une influence doctrinale appuyée par une certaine capacité financière sur une large frange de la population.

**L'uniformisation culturelle et des modes de vie suivant les modèles orientaux - notamment le mimétisme de l'arabité comme moyen d'exemplarité religieuse – crée de facto un postulat propice à une conception essentialiste et totalitaire de la vie religieuse qui ne doit épargner aucun aspect lié aux pratiques socioculturelles.**

Du coup, un tel environnement devient progressivement propice au credo de la violence terroriste<sup>4</sup>. A partir de la recomposition de la quasi-totalité des sociétés

sahéliennes, l'idéologie jihadiste qui a essaimé depuis la crise algérienne des années 1990 a trouvé au Sahel les outils de son ancrage socioreligieux. Depuis, elle n'a cessé de s'étendre au point que l'on évoque de plus en plus une avancée vers le Golfe de Guinée.

Depuis 2017, les enseignes terroristes ont entrepris une recomposition faite d'alliances locales que conforte leur régionalisation. Désormais, la carte sécuritaire de l'Afrique de l'Ouest se définit autour d'entités incarnées par deux tendances du jihad mondialisé : le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM), né de la fusion de trois mouvements, affiche des gages de loyauté à Al Qaeda, tandis que Boko Haram et l'État islamique au Grand Sahara (EIGS), incarnent l'école extrême de la contrainte selon le modèle Daesh ou le Groupe État Islamique.

**La dimension idéologique du jihad et la capacité d'inventivité et de régénérescence de ses acteurs, relativisent les approches exclusivement militaires et le paradigme très en vogue d'une connexion organique à la criminalité et au narcotrafic.**

En effet, par la théorie de la brouille et de l'approche pragmatique<sup>5</sup> de Abdallah Azzam, le *Dar al-harb*<sup>6</sup> (maison de la guerre) constitue un territoire à l'extension aléatoire où le prosélytisme et la valorisation du martyr se fécondent mutuellement. L'ennemi ne décline pas : il perdure, se métamorphose et développe des métastases sur l'ensemble du périmètre ouest-africain, matérialisant ainsi son ambition d'assimilation et d'expansion selon la définition de l'impérialisme comme

<sup>1</sup> Laurence Aida AMMOUR, *Le wahhabisme saoudien en Afrique de l'Ouest*, Centre français de recherche sur le renseignement, 2017.

<sup>2</sup> Pierre CONESA, *Dr Saoud mister djihad : la diplomatie religieuse de l'Arabie Saoudite*, Paris, Robert Laffont, 2016, 306 pages.

<sup>3</sup> Entretien avec H.N, imam d'une mosquée du quartier Hamdallaye, juin 2017 à Bamako.

<sup>4</sup> Pierre CONESA, op.cit.

<sup>5</sup> Elle invite les jihadistes à abandonner l'orthodoxie salafite si celle-ci fait obstacle à la réalisation du jihad. Ainsi, le jihadiste peut enfreindre les préceptes littéralistes conservateurs pour tuer ou se faire tuer « *fi sabilillah* », sur la voie de Dieu.

<sup>6</sup> Espace de la belligérance, en opposition à Dar al islam, territoire de la paix par la foi unifiée.

un autre visage de la domination d'après le schéma de Johan Galtung<sup>7</sup>.

Ces dernières années, l'activisme croissant des jihadistes opère une reconfiguration de son centre de gravité grâce à un processus d'imitation puis de récupération endogène avec parfois la mobilisation de l'ethnicité.

**Dans ce schéma de révision mouvante, la Côte d'Ivoire apparaît comme un objectif stratégique du projet de conversion et de conquête. De plus, elle symbolise plus que bien d'autres pays l'ancrage d'une présence occidentale notamment française fortement visée par le narratif jihadiste d'AQMI et des autres groupes.**

La Côte d'Ivoire a été, plus d'une fois, objet d'attaques terroristes à l'exemple de Grand Bassam le 13 mars 2016 et récemment à Kafolo sur la frontière avec le Burkina Faso, le 10 juin 2020 - tuant une douzaine de soldats. Ainsi, le risque territorialisé se concentrerait pour l'heure dans la région du Bounkani, précisément les départements de Téhini et de Doropo, contiguës au Burkina Faso. L'hypothèse ici déclinée relance le débat sur les dynamiques frontalières, surtout dématérialisées<sup>8</sup>. De plus cette zone identifiée recèle des facteurs aggravants des vulnérabilités socioéconomiques exploitées par les groupes terroristes - surnatalité, migration climatique, déforestation, orpaillage illicite, choc des modes de vie entre immigrants et autochtones – et s'illustre comme le terreau idéal d'une consolidation de l'extrémisme.

Certes, pour l'heure, aucun acte de violence religieuse n'y a été commis mais le processus de sédimentation et de banalisation des signaux faibles et forts tels qu'il nous a été permis de l'observer fait l'objet d'inquiétudes aussi bien des autorités que des organisations internationales.

À travers une étude pilote, la présente note vise à recenser et interroger les facteurs de vulnérabilité ou de fragilité de la région du Bounkani (dans l'extrême Nord) en rapport avec l'émergence des réseaux extrémistes. Pour cela, nous nous appuyerons largement sur l'approche anthropologique pour analyser aussi bien l'évolution sociopolitique que les récentes dynamiques en cours dans la région du Bounkani.

**Cette analyse sera croisée avec celle des discours et théories de certains stratèges jihadistes afin d'appréhender la manière dont ils useraient des failles sécuritaires mais aussi des vulnérabilités afin de s'incruster dans des zones insoupçonnées pour y créer des zones d'instabilité de même que ce que, le directeur de Timbuktu Institute, Bakary Sambe appelle souvent des « couveuses locales ».**

Ensuite, nous convoquerons une analyse des élans locaux de riposte ou de prévention, afin de voir comment ils s'adapteraient à la montée en puissance des groupes islamistes dans le cadre de la doctrine actuelle de défense et de sécurité de l'État ivoirien.

Enfin, il sera question de se demander si la région de Bounkani, à travers les signaux préliminaires observés, pourrait devenir le ventre mou de la réaction face à la montée des périls dans la région mais aussi de nous interroger sur le substrat d'une telle insuffisance de veille.

À cause de la difficulté de mesurer et de cerner la complexité du terrorisme, cette étude-pilote a mobilisé au plan de la méthodologie, l'approche qualitative reposant sur une vingtaine d'interviews et son pendant quantitatif, sur la base d'un questionnaire de 120 échantillons au total

<sup>7</sup> <https://www.vie-publique.fr/fiches/269849-quest-ce-que-limperialisme-relations-internationales>

Johan Galtung, revisitant la problématique de la domination au travers d'un monde composé de nations du centre et de la périphérie, prouve quant à lui, que « *l'impérialisme ne*

*s'appuie pas forcément sur une violence armée mais sur une violence structurelle* »

<sup>8</sup> Lacune en cours de dépassement, grâce à la création d'une commission paritaire, au titre du Traité d'amitié et de coopération (Tac) : <https://rti.info/article/politique/3534>

dont 40 pour chacun des trois départements. Nous avons interrogé des habitants de Téhini, Bouna et Doropo, au cours d'une

investigation de terrain du 09 au 21 août 2020.

## I. LA PART DES TENSIONS INTERCOMMUNAUTAIRES DANS LES FACTEURS INTERNES DE VULNÉRABILITÉ

D'une manière générale, rien ne singulariserait la région de Bounkani si l'on considère le rapport entre ses différentes populations en amont de l'implantation des mouvements jihadistes dans les États du Sahel. Comme d'autres, la région recèle des pathologies très favorables à une forme de désarroi des populations, à la fois sur les plans institutionnel et social<sup>9</sup> souvent ignorés par les services en charge de l'antiterrorisme.

**À l'instar de nombreux espaces du pays, le Bounkani subit depuis quelques années (2016), une poussée de violences intercommunautaires<sup>10</sup>.**

Celles-ci découlent de l'échec de la construction de l'État légal-rationnel. Depuis plusieurs décennies, le pacte social se dissout graduellement, au gré des tensions nées des velléités d'exploitation et de contrôle de l'espace opposant les Lobis et les Koulangos - propriétaires de la terre - et les agricultures aux pasteurs peulhs<sup>11</sup>. Les Koulangos sont présentés comme les tuteurs, qui protègent les éleveurs au titre d'une alliance vieille. Les Lobis cultivent le même espace où déambulent les troupeaux de bovins, de plus en plus nombreux à

franchir la frontière quand la saison sèche s'installe au Sahel mitoyen.

Déjà pendant la première décennie de 2000, la montée des discours de l'identité et de contestation des hiérarchies de l'ordre ancien laissait transparaître les signaux précurseurs d'affrontements divers. Le dissentiment et l'acrimonie se nourrissaient d'une remise en cause soudaine de l'accès à la propriété foncière dans un périmètre où les activités économiques mettent en concurrence l'élevage, le champ et le commerce.

Selon des récits de l'histoire et de quelques travaux académiques, les Koulangos sont les propriétaires terriens<sup>12</sup> ce qui leur confère le droit de jouissance et de disposition du sol. L'usufruit est régulé par un processus rituel exigeant un acte symbolique du demandeur (cuvette ou sac de récolte, coq blanc<sup>13</sup>...). La pratique découle d'un code assoupli d'imposition ou de taxation établi par l'administration coloniale<sup>14</sup>.

Ce procédé d'octroi provisoire permet à certains peuples, dont les Lobis venus principalement vers le 18<sup>ème</sup> siècle de la Haute Volta<sup>15</sup> actuel Burkina Faso d'obtenir un ancrage vital grâce à la faculté

<sup>9</sup> D'une manière générale, le Bounkani est l'une des zones les plus pauvres de la Côte d'Ivoire. Des infrastructures sociales de base y font défaut. Des habitants des départements de Doropo et de Téhini, préfèrent se soigner au Burkina Faso, notamment dans la ville de Gaoua car le plateau médical serait meilleur qu'à Bouna. De plus, l'état désastreux des routes handicape le développement de l'économie agropastorale.

<sup>10</sup> Entretien avec H.L, agent à la préfecture de Bouna, le 15 août 2020.

<sup>11</sup> Op.cit.

<sup>12</sup> Jeremy SPEIGHT, *Bouna, une instabilité permanente ? Foncier, autorité et violence post-conflit en Côte d'Ivoire dans la durée*, Afrique contemporaine, 2017, n° 263, p 197-215.

<sup>13</sup> Entretien avec Palé Gilbert, membre de la chefferie Lobi le 15 août 2020 à Bouna.

<sup>14</sup> Op. cit.

<sup>15</sup> Jeremy SPEIGHT, *Bouna, une instabilité permanente ? foncier, autorité et violence post-conflit en Côte d'Ivoire dans la durée* op.Cit.

d'ensemencer et de récolter sans jouir d'une propriété définitive administrativement actée.

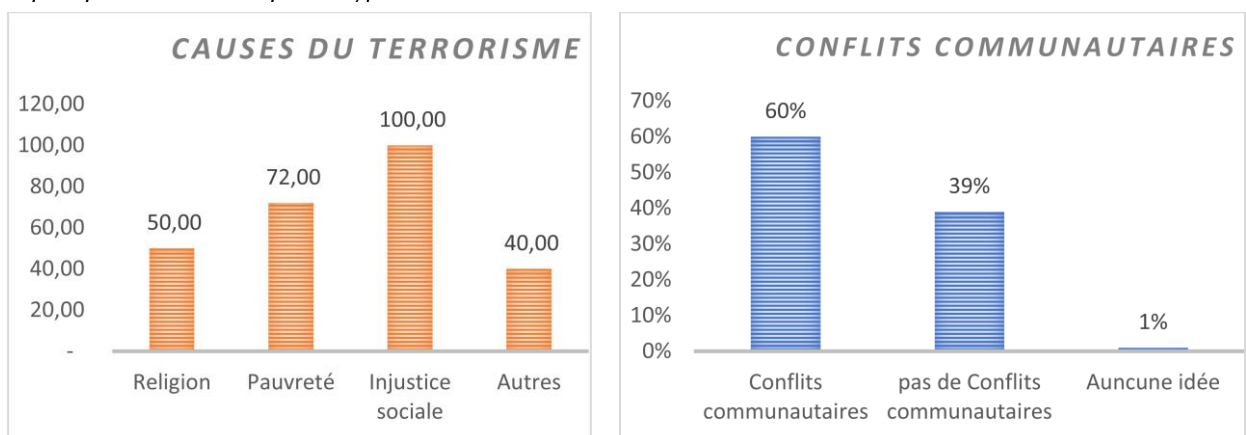
De cette période jusqu'à l'indépendance, la migration des Lobis - visites familiales de routine et dynamique procréative – leur assure l'atout du nombre, d'où l'influence sur l'appareil d'État depuis la chute de Laurent Gbagbo en 2011. Sur plus de 600 villages que compte la région, ils disposent de plus de 400<sup>16</sup>.

Fort de cette hégémonie démographique, de l'intériorisation des préceptes de la citoyenneté pleine et de la volonté assumée de s'affranchir des règles de l'Ancien, ils contestent l'autorité des Koulangos.

« Il n'est plus question que les Lobis, étant des Ivoiriens, continuent de payer des droits aux Koulangos pour accéder à la terre. Cela paraît incongru, incohérent et inacceptable. Et ne facilite pas la construction de la nation ivoirienne qui veut que chaque peuple partout où il se trouve se sente dans son pays »<sup>17</sup>.

La posture contestataire des Lobis n'est pas nouvelle. Pendant la colonisation, certains villages refusaient de payer l'impôt ou d'obéir à l'administration. D'autres tendaient des embuscades aux caravanes de commerce traversant l'Afrique occidentale<sup>18</sup>.

Graphique 1 : Statistiques régionales du Bounkani



Source : Nos enquêtes, 2020

À partir de 2011 les tensions se sont aggravées entre éleveurs peulhs, agriculteurs Lobis et les Koulangos, seuls à pouvoir accorder une concession ou un droit de pâture aux membres des deux groupes. Le paroxysme survint cinq ans plus tard. En 2016, de violents

affrontements occasionnant plus de 26 morts<sup>19</sup> ont opposé les Lobis aux peulhs et Koulangos, ceux-là dans une moindre mesure. Certes, après cette date, aucune autre crise d'ampleur comparable n'a pas été observée mais la relation entre les gens se fige

<sup>16</sup> Entretien avec D. T, agent du Conseil régional de Bounkani, le 10 août 2020.

<sup>17</sup> Entretien avec F. H, responsable de jeunesse de l'ethnie Lobi à Bouna le 11 août 2020.

<sup>18</sup> Jean Marie KAMBOU Ferrand, *Peuples voltaïques et conquêtes coloniales 1885 à 1914 Burkina Faso*, Paris, L'Harmattan, 2000, 480 pages.

<sup>19</sup> Baudelaire Mieu, Côte d'Ivoire : 22 morts lors d'affrontements intercommunautaires dans le Nord-est : [www.jeuneafrique.com/313437/politique/22-morts-dans-des-affrontements-intercommunautaires-sanglants-dans-le-nord-est/](http://www.jeuneafrique.com/313437/politique/22-morts-dans-des-affrontements-intercommunautaires-sanglants-dans-le-nord-est/)

sous le sceau de la suspicion et des survivances de la vindicte.

**Ainsi, la recomposition des équilibres de l'identité à l'intérieur d'un cadre aussi bouillant et conflictuel pousse les entrepreneurs de la dissuasion par le chantage des représailles à instiller la haine qui raffermi la résolution fraternelle contre l'Autre.**

La solidarité du groupe se recompose de ce fait grâce à l'esprit de corps et aux liens de solidarité tribale dans un espace de sociabilité ultra- conservateur dont l'évolution des symboles et des codes se déroule à la périphérie de l'État. L'exemple rappelle, à certains égards, les travaux de Jean François Bayart et Jean François Médard<sup>20</sup> sur le balancement des stratégies privées de survie, entre élans centrifuges et centripètes, suivant l'urgence de la compétition locale et le gain pour la communauté.

#### **A. L'économie informelle et le crime, comme variables d'interprétation**

Certains départements de la région apparaissent comme le bastion avancé du communautarisme identitaire même si une telle lame de fond traverse à présent toute la société notamment à cause des luttes politiques et sociales depuis la rébellion de 2002. Au plan religieux, la population reste foncièrement polarisée en deux pôles de référence : polythéisme et christianisme,

**Aux niveaux culturel et religieux, la nouvelle configuration se présente comme un hub de recolonisation et de révision des identités**

Au plan de la création et de la répartition des richesses, loin des indicateurs économicistes et du credo de l'émergence que le gouvernement promeut, l'installation de multitudes paradigmes venues d'un tout autre univers de

célébration de l'esprit des ancêtres et recours aux fétiches parmi les autochtones de la moitié sud et, chez les allogènes et natifs du nord, prépondérance du monothéisme islamique avec des survivances animistes en net recul. L'attachement prioritaire et préférentiel à une croyance de l'ordre de l'invisible grignote la porosité de la population aux préceptes de l'État et « ramollit » le degré de sensibilité à l'intérêt général. Le constat explique, sans doute, le faible taux de déclarations de naissances, la méfiance à l'égard de l'autorité locale et la permanence de l'analphabétisme.

La pression démographique et l'immigration à cause du climat révèlent un facteur d'instabilité jusque-là sous-estimé. En effet, que ce soit ici ou ailleurs, les deux impondérables entraînent la raréfaction des ressources de la nature et alimentent les compétitions extra institutionnelles entre les peuples, pour le contrôle d'un bien épuisable sans aucune perspective de renouvellement. Au Bounkani l'essor du nombre est consubstantiel au flux migratoire sahélien qui livre la région à une infinité de tribulations. Le déplacement de populations de l'Hinterland vers le Golfe de Guinée aura incarné durant des décennies et quasiment loin de l'attention des chercheurs, l'un des axes majeurs du morcellement du sentiment national par le renforcement des logiques de la tribu et de la solidarité confessionnelle.

**traditionnelles par le recours à des rhétoriques et pratiques de piété réinventées dans le sens de « l'orthodoxie salafiste ».**

sens où la construction de l'Etat se détériore plus vite qu'en Côte d'Ivoire a entraîné la saturation de l'espace public par le commerce informel aussi appelé « secteur informel ». Dans cette zone il est représenté par diverses

---

<sup>20</sup> Jean François BAYART, Achille MBEMBE, Comi TOULABOR, *La politique par le bas en Afrique noire*, Paris, Karthala, 2008, 217 pages.

[http://www.politique-africaine.com/numeros/001\\_SOM.HTM](http://www.politique-africaine.com/numeros/001_SOM.HTM)



activités notamment le commerce de bétails<sup>21</sup> (parc à bétail dans la ville de Doropo). La formule gomme, bien à tort, le champ de convergence potentiel avec la criminalité ordinaire notamment le trafic de voitures et de motos volées, l'orpaillage illicite, le change de devises, le blanchiment et surtout la vulgarisation de l'incivisme y compris fiscal. À l'instar de la plupart des régions du pays, **les flux financiers transitent de main à main en dehors du contrôle, occasionnant une banalisation de la corruption qui sape les efforts remarquables de reconstruction post-conflit et ce depuis 2012.**

À priori cette économie parallèle semble ne pas être considérée comme un élément de la problématique sécuritaire. Sa nature et son impact demeurent ignorés dans l'approche antiterroriste nationale. Pourtant, le domaine irrigue divers secteurs et aspects du champ économique de l'État. Le profil des acteurs de l'économie informelle et criminelle et leur itinéraire les placent au cœur des logiques « extra-conventionnelles » de conflictualité. La pusillanimité de l'État à inscrire la question dans un plan global de prévention de la violence met la Côte d'Ivoire face à un danger aux effets certes peu visibles encore mais dont l'impact de court et long terme justifie le recours à la prospective.

## 1. Entre conditionnement mental et segmentation à l'intérieur des terroirs : fin du « bouclier animiste » ?

Le degré d'ancrage et le volontarisme des stratégies de déculturation induite du

---

21 Dans cette localité des réseaux criminels transnationaux se construisent autour des trafics de bétails. Dans le milieu sécuritaire ivoirien, certains établissent un lien entre ces activités et le financement du terrorisme.

22 Abou Bakr NAJI, Management de la sauvagerie, Ars Magna Les ultras, 2017, p-54

23 Pour ce dernier, l'unité nationale est un obstacle à la réalisation et à la concrétisation du projet jihadiste : « Il faut se

## B. Le flux transfrontalier et immigration sahélienne remplaçant le projet de financements des ONG islamistes

La migration climatique entraîne la communautarisation de la foi mais à l'inverse elle conserve un lien étroit à la doctrine panislamiste, capable de nourrir des solidarités mécaniques sur la base de la fraternité - exclusive et sectaire - en Dieu. **En comparaison avec le Mali voisin, les meneurs de l'Islam radical au Boukani n'ont pas pénétré le Nord de la Côte d'Ivoire grâce à d'importants investissements dans le tissu social.** Ils profitent de l'immigration massive du nord au sud du continent pour poser les jalons d'une aliénation des coutumes et repères traditionnels, grâce à la mise en œuvre de l'approche « anti-unité nationale »<sup>22</sup> du doctrinaire jihadiste Omar Mahmoud Abou<sup>23</sup>.

**Dans de nombreuses localités septentrionales sous couvert d'une dévotion de plus en plus démonstrative, l'animisme (socle de l'autochtonie) ne cesse de subir des attaques et tentatives de recolonisation sous l'influence d'un islamisme local.** Rares sont les chercheurs à oser décrire le phénomène et son retentissement sur la transformation des mentalités. Ainsi, s'aiguise la défiance envers la modernité, l'Etat, la démocratie, la parité, l'égalité du genre.

mimétisme de l'Orient musulman (*Wahhabia, Salafiyya*) secouent la digue de l'animisme, présentée par certains universitaires comme un bouclier face à l'extrémisme violent. **Au regard des faits observés et des témoignages de la présente**

méfier des erreurs de quelques leaders de groupes dépassés qui appellent à préserver le tissu national, la trame nationale. De tels appels sont non seulement porteurs d'un nationalisme mécréant, mais montrent aussi que ces leaders ne comprennent pas la méthode de la sunna pour la chute des civilisations et leurs constructions ».

**étude, il convient de revoir la validité de la thèse du « bouclier animiste ».**

Certains départements du septentrion, notamment Tengrela et Doropo, témoignent de la réalité inverse. **L'intrusion des idéologies radicales et son influence rapide sur le comportement des fidèles laissent entrevoir l'effondrement du pacte social ; la légitimité et la solidité desquels provenait le gage de respectabilité conféré aux us et coutumes se dissolvent.**

D'ailleurs, l'activisme prosélyte a été manifeste durant la décennie de 2010 dans plusieurs villages dont Lagbo-Tadjoté situé à une quinzaine de km de la frontière avec le Burkina Faso, sous-préfecture de Gôgö. En plus d'abriter les fétiches du département, le lieu-dit ne manquait pas de singularité. Il n'y vivait que des polythéistes avant 2015 mais dès 2016, un Pakistanais a entrepris un projet de conversion<sup>24</sup>. À cette fin, il se mit à exploiter certaines carences des services universels de base en procédant à des activités caritatives tel le forage de puits d'eau potable<sup>25</sup>. Il parvint à faire adhérer certains villageois au puritanisme salafite. Ces derniers, par leur activisme, bouleversèrent graduellement les équilibres sociaux.

**Au Boukani, l'islamisme porte des clauses de contrat temporel empreint de cohérence et de patience. Il vise à redéfinir le lien ancestral de l'individu à la Umma, puis de ce dernier à l'autorité de « l'Etat mécréant ».** De ce point de vue, il s'emploie d'abord à distancier la personne de la mémoire héritée

et de la tension vers la citoyenneté par l'usage systématique de la subjugation.

Le concept *al walâ wal barâ*<sup>26</sup> issu du wahhabisme et théorisé suivant les traces du petit-fils de Mohamed Abdel Wahhab - Souleiman Ibn Abdallah Sheikh<sup>27</sup> - permet de décrire la réalité sociologique de Tengrela désormais familière de l'anathème. Au nom du puritanisme salafi certains musulmans sont appelés à désavouer les Kafri<sup>28</sup> mais aussi leurs propres coreligionnaires en situation dite « d'égarement ». Ici, il s'agit des gardiens de la tradition du Poro. Ces derniers se retrouvent sommés de se soumettre à Dieu sous peine « de rôtir dans la géhenne ». La multiplication des incendies du bois sacré<sup>29</sup> en terre Senoufo mesure le rythme difficilement réversible de l'uniformisation qui pourrait être à moyen terme de conflits communautaires.

Depuis près de cinq ans, plus précisément en 2017, de vastes initiatives d'entraide et d'aumône d'une poignée d'influenceurs, de prédicateurs ou d'associations à visée islamiste pénètrent l'aire de la Bagoué. Il s'agit de construction de puits, de mosquées et d'autres actions de réconfort au Gbêkê. En dépit du refus formel - par l'Administration et la notabilité islamique à Tengrela - d'accompagner de tels desseins, la communauté se réclamant du salafisme dans cette ville s'est tout de même renforcée<sup>30</sup>. Elle dispose de quatre mosquées à sermon hebdomadaire contre

<sup>24</sup> Entretien avec O.A, responsable de jeunesse à Téhini, le 10 août 2020 à Téhini.

<sup>25</sup> Entretien avec O.A, op.Cit.

<sup>26</sup> Découle d'un ensemble de dogmes de la foi, appelés Aqida. Il est placé au même niveau d'obligation que le jihad guerrier offensif. Concrètement, l'expression invite tout musulman à désavouer les mécréants et s'abstenir de les fréquenter.

<sup>27</sup> Alexandre Del Valle, *La stratégie de l'intimidation du terrorisme à l'islamiquement correct*, Paris, L'artilleur, p-19, 2018.

<sup>28</sup> Prononciation en Bambara, de l'Arabe Kafir, à l'origine habitant de la Cafrerie ou ancienne Abyssie. Il désigne le non-musulman, sur le mode péjoratif.

<sup>29</sup> La Fondation Soundélé tente de limiter les dégâts et de réhabiliter les forêts sacrées : <http://www.eauxetforets.gouv.ci/actualite/lutte-contre-la-deforestation-le-ministere-des-eaux-et-forets-met-contribution-la>

<sup>30</sup> Entretien avec H.K, imam à Tengrela, le 21 août, 2020.

trois de l'islam dit traditionnel ou modéré (rite malékite)<sup>31</sup>.

Malgré l'ascension rampante du totalitarisme, la sphère musulmane continue d'afficher l'unité qui retarde la conscience du défi voire la neutralise ; pourtant, les rangs des croyants trahissent une scission nette : le salafi n'hésite pas à traiter d'« égarés » tous ceux rétifs à ses prescriptions. La controverse ressurgit à l'approche du Maoulid<sup>32</sup>. Cependant, rien ne distingue plus les deux groupes avant les fêtes de la Saint Sylvestre et de Noël. De leur sein monte, presque identique dans la vitupération, le rejet de la connivence festive avec les chrétiens devenus à l'occasion des « moukhrikine » ou « associateurs ». La sainte trinité est perçue ici en polythéisme, la transgression ultime en Islam.

## 2. Une politisation progressive de l'islam local : une nouvelle tendance préoccupante

Les autorités de l'islam sunnite font remonter les origines du terrorisme à la première guerre civile dans l'islam appelée « *Al-Fitnat al Kubrâ* » ou « grande discorde » suite à la bataille de Siffîn en 657 avec la naissance du Khâridjisme<sup>33</sup>. En se démarquant de cette démarche basée sur des considérations religieuses et dogmatiques, nous voudrions mettre en avant l'approche anthropologique guidant notre méthodologie pour analyser la portée du clivage, à court et long terme, dans un département qui - évènements et sermons le

corroborent assez – suscite la convoitise jihadiste mûrie au Sahel.

Des alertes de chercheurs et de services de sécurité ont entraîné des interpellations ciblées. La plupart, documentées par le renseignement, montrent la maturation des idées islamistes et leur vulgarisation. Sans tomber dans une généralisation stigmatisante, on peut néanmoins admettre que par vocation l'islamisme politique conquérant s'emploie à s'installer dans la durée, sur un territoire consubstantiel à la conquête, suivant le modèle historique des *Foutouhat*<sup>34</sup>.

Sa logique essentialiste permet de cerner les calculs et agissements des ingénieurs de la pression morale et de la coercition. Ils procèdent en trois principales étapes, tirées d'autant de théories, dont deux ne recourent pas à la rationalité (approche non-transgressive).

Selon qu'il s'agirait d'un État prioritaire ou d'un État secondaire tel que décrits dans la prose de Abou Bakr Naji, l'action varie. En analysant cette distinction, la Côte d'Ivoire correspond plutôt au critère de la périphérie.

De ce point de vue, la propagation espérée et poursuivie procède de l'assaut et de la soumission des consciences avant la consolidation militaire

Alors, l'espace-cible devient le chaînon d'une continuité extensible de *Dar al Islam*. Le devoir d'y appliquer la Charia quoique différé entraînera bientôt la remise en cause de la sécularité de l'Etat et du principe laïc

<sup>31</sup> H.K. idem.

<sup>32</sup> Il signifie la célébration de l'anniversaire du prophète Mohamet. L'évènement alimente profondes controverses doctrinales dans la communauté et oppose, en particulier, le wahhabisme aux courants musulmans, notamment Ançar-dine, d'inspiration soufie.

<sup>33</sup> Lassina Diarra, *Le courant wahhabo salafiste à San Pedro, du prosélytisme à la revendication de la chariaa*, Centre stratégique

de sécurité Sahel-Sahara, août 2018 : <https://newcentre4s.org/le-courant-wahhabo-salafiste-a-san-pedro-du-proselytisme-a-la-revendication-de-la-chariaa/>

<sup>34</sup> Campagne militaires dites d'ouverture de territoires au prosélytisme. Quiconque s'y oppose, s'il n'est chrétien ou juif, était combattu et réduit en esclavage, un peu à l'exemple du sort des Yezidi, en Irak.

de l'égalité des sexes. **Certaines attitudes et propos observés laissent transparaître les prémices d'une base géographique des islamistes en Côte d'Ivoire à travers un maillage territorial et un encadrement idéologique largement appuyé par un dense réseau d'établissement d'enseignement à dominante salafiste.**

Cette stratégie qui rappelle l'incursion au Mali repose sur un socle du prosélytisme qu'enveloppe et adoucit une aura de philanthropie et de bienveillance : assistance mutuelle, relèvement moral et dons propitiatoires couvrent l'essentiel du dispositif de l'infiltration. Le procédé a permis de recruter des jeunes autochtones après qu'ils ont intériorisé et affiché les atours du zèle missionnaire auprès des fidèles. La posture de disponibilité au sectarisme religieux hisse les volontaires au rang de relais actifs sans quoi l'endoctrinement resterait anecdotique.

La sphère sociale est alors marquée par la remise en cause des valeurs coutumières et le désaveu des parents traités quelquefois de fauteurs de l'égaré. L'objectif consiste à trouver des candidats à la réalisation du jihad et aucun milieu ne s'y prête davantage que les quartiers précaires, la ruralité et tout autre lieu où la pauvreté rencontre l'échec de l'école républicaine. Le risque paraît sérieux en Côte d'Ivoire.

**La poussée de l'extrémisme ne manque pas d'inventivité et de sens de la diversion en vue d'étendre son rayon d'action par-delà le bastion du Sahara-Sahel<sup>35</sup>. L'activiste Sidibé Rasmani<sup>36</sup> - alias Hamza – travaille depuis**

des années à la reproduction identique du triangle du Liptako Gourma, le long des zones limitrophes du Mali, du Burkina Faso et de la Côte d'Ivoire. Le Bounkani porte sa trace<sup>37</sup>. L'islamisme ivoirien est incarné, en grande partie, par le wahhabisme et les formulations attenantes à l'image des *jamaat tagblih* malgré le rejet doctrinaire de la violence affiché par ce mouvement. En plus de la pratique hyper-exhibitionniste de la religion, les deux courants développent une doctrine « néo-impérialiste » qui reproduit la mobilité et la rhétorique du jihadisme imposant des modes de religiosités endogènes directement inspirées de la Péninsule Arabique. À l'inverse des modes d'expressions factuels, le langage et la visée ne diffèrent pas. Dans cet espace, cependant, peu d'orateurs de la nébuleuse admettent officiellement le recours à la violence physique au nom de l'Islam.

Par *Taqiyya* (stratégie de dissimulation stratégique en attente d'un rapport de force favorable) ou par sincérité, ils affichent un gage de loyauté et de fidélité à l'État. **Toutefois ces acteurs identifiés n'hésitent point à promouvoir une vision de la communauté de destin, de la vie et du rapport à l'Autre, en total désaveu de la République sociale et de son modèle.** Des franges de la population locale y compris des imams ont perçu, ici, une stratégie de dissimulation ou la fameuse *taqiyya* bien qu'au niveau des acteurs religieux locaux et traditionnels persiste une extrême méfiance quant à l'aveu d'une progression salafiste dans la région.

<sup>35</sup> Marc Antoine Pérouse De Monteclos, *Une guerre perdue la France au Sahel*, Paris, JC Lattès, 2020, p-21.

<sup>36</sup> Il est l'un des proches du jihadiste malien et fondateur du Front de libération du Macina, Amadou Diallo, alias Amadou Koufar qui a rejoint le Groupe de soutien à l'Islam et aux musulmans dirigé par Iyad Ag Ghali. De l'avis de nombreux agents de renseignement ivoiriens et burkinabè, Sidibé Rasmani dit Hamza et ses hommes sont présents dans la

bande frontalière du Mali, du Burkina Faso et de la Côte d'Ivoire.

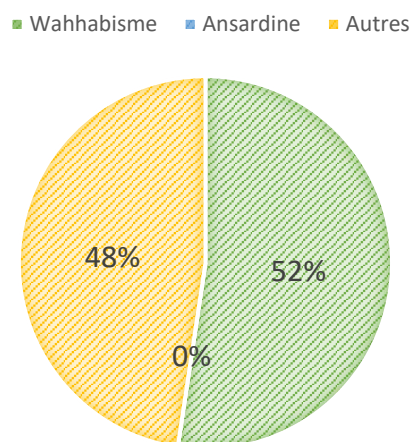
<sup>37</sup> Entretien de l'auteur avec L.S, agent de renseignement ivoirien. Ce dernier explique que depuis près de trois ans, Sidibé Rasmani, alias Hamza accompagné d'autres individus qualifiés de terroristes cherchent à établir un sanctuaire dans les frontières ivoirienne, burkinabè et malienne. Pour la circonstance ou dans un souci d'efficacité les services de renseignement ont nommé ou qualifié de « groupe AMZA ».

Du point de vue statistique, la ville de Bouna accueille le plus important nombre de musulmans dans la région. En 2019, pendant ses prêches, un imam s'échinait avec entrain à remettre en cause la forme républicaine de l'Etat ; il dénonçait l'exception d'une dévotion et d'un mode de vie africains, où coexisteraient les emprunts soufis, l'animisme et la reconnaissance de la pluralité vestimentaire. Il frappait d'illégitimité, voire d'hérésie, les postures antérieures de piété, au motif de leur prétendue « déviance » selon la pure conception salafiste-wahhabite.

**De tels discours extrémistes aggravent les dissensions dans la composante salafiste locale entre l'ultra-rigorisme et la modération.** En ville, la rumeur raconte qu'il

s'était spécialisé en fabrication d'engins explosifs au Mali dès 2010. Sa parole guidait des cadres religieux et des protagonistes ethnicisés qui instillaient la haine de la diversité et appelaient les jeunes peuls à un « réveil » vindicatif. Son discours cherchait aussi à les encourager à se rendre sur le théâtre des opérations (Mali, Burkina Faso, Niger) afin d'y trouver le « salut final ». Il a été arrêté par les forces de sécurité ivoiriennes en 2020. Jusque-là, le mobile de son interpellation n'est pas publiquement connu. Selon certains de nos interlocuteurs sa détention préventive est subséquente à deux faits : l'assassinat de deux gendarmes en juillet 2020 à proximité de Nassian et l'attaque contre l'armée ivoirienne à Kafolo, près de la frontière burkinabè, quelques jours avant.

*Graphique 2 : Courant jugé dangereux dans la région*



*Source : Nos enquêtes, 2021*

Encore profondément marquée par le présupposé du quiétisme malékite traditionnel, la recherche sur l'Islam de Côte d'Ivoire peine à prendre en compte l'évolution des discours sectaires et la mixité des itinéraires de nouveaux acteurs depuis près d'un ¼ de siècle. La littérature des spécialistes sacrifie à une grille de lecture binaire. Celle-ci conçoit, un Islam doux et débonnaire, plutôt marqué par les confréries soufies, comme bouclier contre l'extrémisme. Sans pour autant congédier l'optimisme anachronique de l'approche, il nous a paru utile d'en relativiser le postulat et les conclusions. En effet, en 3 à 4 décennies, la segmentation de l'Islam national s'est alourdie, d'une importation de controverses doctrinales et de courants contestataires, venus de l'Orient. Le wahhabisme, désir d'assainir, de simplifier et de purifier l'Islam, demeure le moteur de cette réforme davantage vécue que revendiquée. Il s'est agi d'entreprendre une vaste œuvre de substitutions de la lettre du Coran et du hadith, au normes de la traditions et ce, sous le coup des vagues de prédication par de petites équipes de prosélytes, connus l'appellation générique *dawa wa attabligh* : le nivellement, la dilution des identités locales et la logique programmée de leur effacement sous l'imitation de la piété orientale, découlent d'un mouvement patient de conquête, par l'argent, l'appétit de pouvoir et la promesse du paradis. Omar Mahmoud Abou Omar appelle à éliminer, physiquement ou neutraliser par subornation, les personnes ou entités qui promeuvent l'Etat central ; lui-même le juge fuit de la « civilisation mécréante ». Certes, dans le contexte ouest africains, il existe diverses logiques d'engagement, mais la perméabilité progressive des civils à la notion du Califat bien-guidé procède d'une évolution des mentalités et vient l'achever. Elle n'est que l'aboutissement ultime et ne survient au dernier moment, à la veille du sacrifice fatal. Or, ce lien organique et chronologique, entre terrorisme d'une part et, de l'autre, éducation à la haine du non-musulman et mépris de la femme, se vérifie partout. Il apparaît utile, dès à présent, d'apprécier ses effets sur le processus d'émergence des réseaux extrémistes dans le périmètre du Sahara, du Sahel et du Golfe de Guinée. Le laboratoire fonctionne à ciel ouvert. Il suffit d'observer, d'interpréter et de mettre en perspective de ce qui se passe ailleurs.

## II. FACTEURS ET CHEMINS DE LA RADICALITÉ DANS LE BOUNKANI

Un peu partout, l'engagement au combat jihadiste anime le débat au sein de la communauté scientifique, des cercles opérationnels et parmi les diplomates. Le sociologue Farhad Khosrokhavar<sup>38</sup> l'aborde sous le prisme de l'idéologie sans laquelle la violence de l'islamisme relèverait de la délinquance ordinaire. **Le corpus de l'objurgation motive et structure les**

**organisations et leur assure un flux d'adhésion ininterrompu et exponentiel.**

Sans congédier la lecture de Khosrokhavar pertinente dans presque tous ses attendus, il convient d'en atténuer le propos concernant le Bounkani. En effet, ici, le jihadisme errant ou encore embryonnaire ne bénéficie pas d'un terreau idéologique favorable même s'il s'évertue à le déblayer et fertiliser un

<sup>38</sup> Farhad KHOSROKHAVAR, *Radicalisation*, Paris, interventions, 2014, 191 pages.

éventuel terrain à conquérir. Ses vellétés de conquête et d'implantation restent en deçà de sa mue aux Mali, Burkina Faso, Niger et nord-Nigéria. Néanmoins, le constat pourrait évoluer, assez vite, dans le sens de l'alarme.

À bien des égards, la situation qui prévaut aux nord et centre du Mali n'est pas apparue d'un coup sans des préalables et signaux faibles auxquels les autorités et les observateurs n'avaient guère prêté attention. Elle a été précédée d'une intrusion discrète, de prédicateurs, d'associations et de missionnaires de la réislamisation, originaires du Pakistan, du Koweït, de l'Égypte, de la Mauritanie, de l'Arabie saoudite, de l'Inde, de la Malaisie<sup>39</sup> au Sahel. Ainsi, opéraient les escadrons civils de la *da'wa*<sup>40</sup> *wa attabligh*, aiguillés à l'époque par *Iyad Ag Aly*<sup>41</sup> actuel chef du Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM) et, faut-il le souligner, ex-conseiller consulaire du Mali à Djeddah. Soudain grimé en bienfaiteur de la religion, il sillonnait le pays et y semait le germe d'une dogmatique intériorisée et socialisée<sup>42</sup>. Iyad et bien des acteurs de sa trempe bénéficiaient d'un environnement idoine à mesure que l'État sombrait dans le narcotrafic, la corruption relationnelle et le clientélisme tous azimuts.

Au lendemain du règne autocratique du général Moussa Traoré, les protagonistes des luttes pour l'exercice du pouvoir n'ont pas été capables d'offrir une alternative crédible à la population. Elle accueillera d'autant mieux l'offre philanthropique des islamistes que celle-ci, au début, ne

comportait de condition ni de restriction mondaine.

**Certes, à l'heure actuelle au Sahel, certains travaux révèlent le rôle marginal de la variable idéologique en tant que causes de recrutement devant d'autres raisons soit socioéconomiques ou sécuritaires. Mais il ne faut pas occulter les activités de conditionnement mental antérieures des acteurs et ONG islamistes qui ont préparé un environnement propice et un terreau favorable à l'implantation des groupes extrémistes.**

#### **A. Radicalité provisoirement non-violente et défaut de vigilance**

En 2021, au Bounkani, le risque du jihadisme et sa logique insurrectionnelle demeurent plus prononcés qu'au sud littoral (Abidjan, San-Pedro) confronté aux vellétés d'attentats. Dans cette région se concentre l'extraordinaire développement de l'économie post-crise qui abrite de nombreux avatars où prévalent sur les sentiments de l'ethnicité et de la sociabilité exclusive.

**Le lien identitaire exacerbe la compétition économique et renferme les moyens de résurgence et d'affirmation de l'ethnie, comme acteur de la surenchère religieuse. Selon des témoignages recueillis, dans le Bounkani, l'attitude des Forces de Défense et de Sécurité (FDS) du Burkina Faso à la frontière amplifie les rancœurs, à partir d'une blessure au sentiment d'appartenance<sup>43</sup>.**

Devant témoins, de présumés terroristes furent exécutés au moment de leur capture

<sup>39</sup> Entretien avec Serge Daniel en septembre 2014 à Bamako.

<sup>40</sup> Appel à embrasser l'Islam et en partager le message

<sup>41</sup> Entretien avec Serge Daniel, Op.cit.

<sup>42</sup> Serge DANIEL, *Les mafias du Mali terrorisme et trafics au Sahel*, Paris, Descartes, 2014, 316 pages.

<sup>43</sup> Entretien avec O. M, un ex-détenu d'une brigade de gendarmerie dans une localité burkinabé, non loin de la frontière, le 12 août 2020, à Bouna. Il affirme avoir eu connaissance de l'exécution d'une vingtaine de personnes lors de, sa détention, qui a duré une cinquantaine de jours.

ou lors de leur détention par des agents des services de sécurité burkinabè à cause de leur patronyme peulh<sup>44</sup>.

Les brutalités inter-ethniques de 2016 à Bouna dévoilent une somme de vulnérabilités chez certains peuples, les Peulhs en premier. Leur nombre estimé à près de 40.000 habitants<sup>45</sup> et leur origine étrangère, disent certains d'entre eux, les maintiennent en infériorité. Leur exposition tragique au cours de cette épreuve, sur un espace dont la régulation se négocie et se perpétue à l'orée de la langue, des mythes et de l'adversité, n'a pas de précédent en Côte d'Ivoire ; l'ethnicité et ses tentations de repli sur la parentèle écrivent le mode d'emploi des rivalités de tribus. Ici, l'exclusion de la communauté nationale sert d'argument de poids dans le credo de la résistance à l'anéantissement ; la propagande islamiste en direction des peulhs s'évertue à galvaniser et réorienter l'enthousiasme des jeunes, au nom de la survie.

L'objectif immédiat consiste à obtenir une acclimatation au discours « victimaire » de la protection de l'identité<sup>46</sup> en butte à la persécution. **Le mode de règlement du conflit violent de 2016 et l'ivoirité - comme légitimation de la nationalité selon l'accès à la terre – servent à dénoncer mais aussi à reconduire la fragmentation de la société en clans et non en qualité de citoyens.** De ce projet, les jeunes représentent le vivier et la réserve en testostérone. En 2017, plusieurs jeunes peulhs de Bouna dont l'âge varie entre 16 à 25 ans furent envoyés près de Mopti au Mali. Ils prétendaient y aller « apprendre l'Islam ou le Coran<sup>47</sup> ».

Néanmoins, la phrase qui suit trahit un déterminisme plus martial : « on va se rendre garçon », répétaient non sans fierté les candidats à l'émigration jihadiste<sup>48</sup> à leurs confidents, mi-bravaches mi-dubitatifs.

### **B. Initiation à la « mission jihadiste » de certains jeunes du Bounkani : montée des périls et des inquiétudes**

Au sein des groupes jihadistes au Sahel, **les jeunes expérimentent les techniques de combat en guise de relèvement de la dimension morale de l'enseignement reçu bien avant. Le stage pluridisciplinaire recouvre l'infiltration et le recueil d'information et la maîtrise de l'endoctrinement grâce aux ressources du *ilm albalâgha*, l'art de l'éloquence.** *« J'ai été muté par ma hiérarchie dans cette région. Sur place, j'ai essayé de mettre en place ma stratégie pour mieux cerner les enjeux et les défis sécuritaires. Alors, j'ai infiltré les communautés. Il me revenait de façon récurrente que plusieurs jeunes peulhs ont rejoint des mouvements jihadistes au Mali à partir de la région du Bounkani. Mes investigations m'ont permis de le confirmer »*<sup>49</sup>.

Après leur séjour hors de la Côte d'Ivoire, ils rentraient au pays en 2019 par 3 vagues et recevaient consigne de déjouer les filatures en vue de se frotter aux forces de sécurité et d'éprouver leur résolution et discipline. Ceci rappelle certains aspects de la construction du jihadisme et de sa consolidation dans d'autres contextes socioculturels. Le camp Al Farouk, sujet du livre de Mathieu Suc *Les espions de la terreur*, permet par exemple d'appréhender l'apport décisif de Mohamed Ali à la

<sup>44</sup> Entretien avec O.M, idem.

<sup>45</sup> Entretien avec Y. R, officier de la gendarmerie, le 14 septembre 2020, à Abidjan idem

<sup>46</sup> Entretien avec Y.R, idem.

<sup>47</sup> Entretien avec D.A, idem

<sup>48</sup> Aussi appelée *Hijra*, y compris dans son acception civile

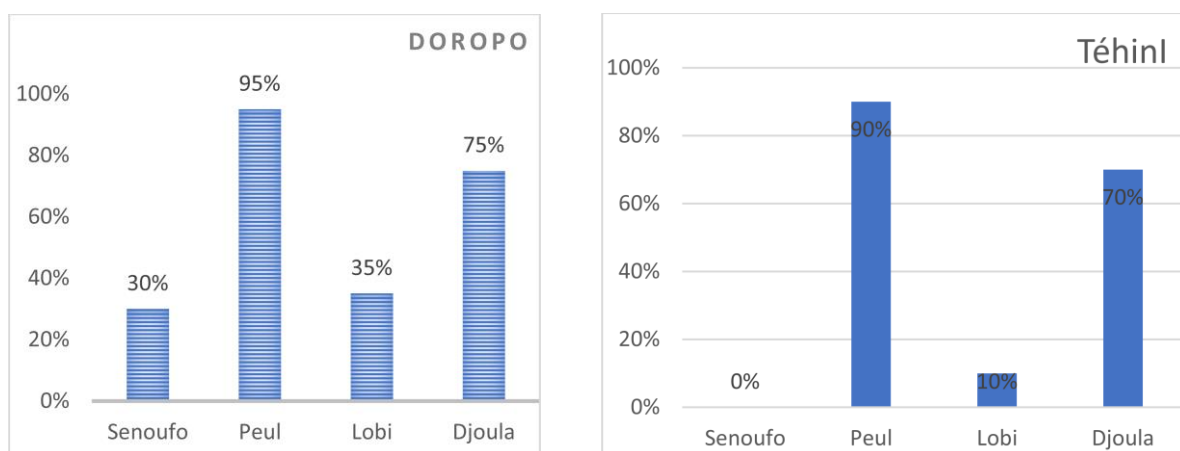
<sup>49</sup> Entretien avec Y.R ibidem.



création des services d'espionnage et de contre-espionnage de Al-Qaïda ; l'organisation en disposera, à partir de 1998. Depuis, les organisations terroristes s'en dotent et les perfectionnent, au gré des prouesses technologiques. Les Shebabs somaliens ont érigé une structure performante, l'*Amniyat*, ou littéralement « les sécuritaires ». **Pour assurer le succès du projet opérationnel et tactique des jihadistes en Côte d'Ivoire, trois équipes se chargent de la**

**collecte de renseignement, du maillage territorial et de l'installation de bases au septentrion**<sup>50</sup>. Déguisés en marabouts ou mendiants, ils sillonnent des villes du nord et du centre dont Bouaké. D'autres ouvrent des commerces de proximité, des boutiques de vente au détail et des échoppes de viande braisée au bord des avenues<sup>51</sup>. Dans le sillage des investigations après l'attaque de Kafolo, la police et la gendarmerie en ont arrêté plus d'un<sup>52</sup>.

*Graphique 3 : Fractions de civils, jugés « extrémistes » dans Téhini et Doropo*



*Source : Nos enquêtes, 2020*

La conquête territoriale du GSIM repose, au-delà de sa stratégie opérationnelle, reconduit l'explication du Jihad, alimenté par Amadou Diallo, alias Amadou Koufa. Il convoque la géographie et, surtout, l'histoire des figures tutélaires du jihad offensif, des 18 et 19 siècles, comme Ousmane Dan Fodio, Thierno Souleymane Ball et El Hadj Omar Tall. Il vante l'héroïsme des 2 derniers lors de la poussée d'islamisation entreprise avant la colonisation, contre les Dogons et les Bambaras, en incitant les jeunes à imiter et reproduire la vertu et la vaillance des devanciers pieux. Cette réalité historique a été décrite par Bernard Lugan, dans « L'Afrique réelle » Il explique qu'à l'époque, les Peulhs, se disant marginalisés, trouvaient, là, le moyen de la revanche contre leur notabilité, soupçonnée de tiédeur voire de résignation. Certains peulhs verraient, dans le terrorisme actuel, le levier d'un refus de la mise à l'écart dont ils s'estiment victimes localement ; d'autres y viennent par devoir de solidarité ethnique, auquel les invite Koufa. En effet, 2018, il les exhortait à mener le jihad dans plusieurs États de la région, dont la Côte d'Ivoire. Cette ruée symbolique vers le combat et la stigmatisation de la communauté peuhle entraîneront, à moyen terme des accidents de cohabitation avec les autres ivoiriens, fussent-ils musulmans. L'évolution, quasi-irréversible, occasionnera une instabilité chronique, ponctuée de l'hostilité de tous contre tous.

Source : Nos enquêtes, 2021

<sup>50</sup> Entretien avec V.S, responsable local d'un parti politique, le 7 août 2020 à Bouana.

<sup>43</sup> Entretien avec V.S ibidem.

<sup>51</sup> Entretien avec V.S, idem.

**L'analyse des vecteurs de la conflictualité terroriste démontre que le Bounkani préfigure les lendemains troubles en Côte d'Ivoire.** Le déploiement des troupes régulières durant des opérations conjointes de riposte à l'attaque de Kafolo en juin 2020 déplace les suspicions de jihad autrefois signalées dans le Tchologo et la Bagoué, vers le Bounkani, surtout le département de Téhini<sup>53</sup>. Selon des témoignages recueillis sur place, le parc national de la Comoé abriterait des terroristes<sup>54</sup>. Plus d'une fois, respectivement en juin et juillet 2020, devant témoins, des colonnes de motos d'hommes armés venus du Burkina ralliaient les bois et tourbières environnants le long des pistes entre villages<sup>55</sup>.

**Il y a un ensemble de faits successifs signalés par des témoins qui ne rassurent pas les populations locales.** Au moins deux kidnappings ont eu lieu<sup>56</sup>. En l'espèce, des braconniers ont été enlevés ; le dernier épisode remonte à juillet 2020<sup>57</sup>. Un homme originaire du village de Bembelaye a été victime d'un rapt<sup>58</sup>. Sa captivité a pu dépasser deux semaines. Son sort était suspendu à la décision d'un chef jihadiste au Burkina Faso lequel annonçait son arrivée sur le site du parc. Il devait décider de tuer le braconnier pour éviter qu'il éveillât les soupçons sinon l'enrôler afin de profiter de sa parfaite connaissance des céans<sup>59</sup>. Dans l'attente du décideur, l'otage profita de l'inattention de ses « geôliers » pour s'échapper<sup>60</sup>.

Dans le récit de ce dernier, ses ravisseurs s'expriment en langues vernaculaires Peulh et Bambara et disposent d'une grosse quantité d'armes<sup>61</sup>. Les mots du captif révèlent une tactique de dissimulation et d'accumulation des forces. Les jihadistes connaissant leur infériorité opérationnelle et technique devant les Forces ivoiriennes se mettent à l'abri du système de surveillance (avion de reconnaissance) de l'État qui, dans le sillage de la lutte contre le terrorisme, a déployé d'importants moyens.

Depuis le milieu de l'année 2020, les forêts de Misséni<sup>62</sup> et de Fakola sont au cœur de la recolonisation par des mouvements armés ; l'appel à l'entraînement suit - et ne précède quasiment jamais - la mise en parole de l'encadrement idéologique<sup>63</sup>. **En 2020, des terroristes accroissent sur place leurs méthodes de recueil d'informations aux niveaux humains et de la technologie.** En juillet, le campement militaire de Téhini a été survolé à plusieurs reprises par des drones<sup>64</sup>. Des soldats interrogés au titre de la présente investigation estiment que les utilisateurs se trouvaient dans la ville. Le but consistait à préciser la position, l'attitude des militaires et le matériel dont ils disposent.

**L'ennemi, à la fois invisible et intime, s'efforce d'évaluer leur niveau de vigilance – affectation nocturne des soldats, niveau de qui-vive, moments de veille et d'intercepter ou de brouiller leur réseau de communication.** Faute de détenir un meilleur matériel, des militaires recourent à

<sup>53</sup> Entretien avec S.O, officier supérieur des Forces armées de Côte d'Ivoire, le 12 septembre 2020 à Abidjan.

<sup>54</sup> Entretien avec J. D, à Fiki, le 9 août 2020.

<sup>55</sup> Entretien avec A.P, responsable de jeunesse à Téhini, le 9 août 2020.

<sup>56</sup> Entretien avec J.D, idem

<sup>57</sup> Entretien avec J.D, ibidem.

<sup>58</sup> Entretien avec A.p, Op.cit.

<sup>59</sup> Entretien avec A.P, idem

<sup>60</sup> Entretien avec A.P ibidem

<sup>61</sup> Entretien avec S. F, commerçant à Bavé, le 10 août 2020, à Bavé.

<sup>62</sup> Misséni et Fakola sont respectivement des villes maliennes situées à une quinzaine de la frontière ivoirienne. En 2016, ces villes sont tombées temporairement aux mains des jihadistes.

<sup>63</sup> Entretien avec O.A, officier supérieur de la gendarmerie, le 19 septembre 2020, à Abidjan.

<sup>64</sup> Entretien avec C. L, sous-officier des Forces armées de Côte d'Ivoire le 10 août 2020 à Tehini.

des canaux moins sécurisés généralement les téléphones mobiles, dans des zones où la couverture est plus faible.

La présence d'individus armés dans le parc remonterait à 2017<sup>65</sup>. À cette époque, la connivence entre eux et les terroristes constitués au Sahel était difficile à établir tant les nuances semblaient riches de complexité et déroutantes. Ils commettaient des actes alors assimilés à la délinquance ordinaire, des braquages en tant que coupeurs de routes. **Or, à l'examen des similitudes constatées hors de Côte d'Ivoire, la phase du banditisme s'inscrit dans le continuum de la stratégie de l'embryon en quête d'ancrage territorial.**

La diversion sous couvert de délits et crimes de prédation permettait aux entités naissantes, de s'assurer un minimum vital d'approvisionnement si les fonds escomptés accusaient un retard<sup>66</sup>. Progressivement, ils parviennent à moins dépendre de l'hypothèque des moyens de la lutte en réussissant avec très peu d'investissement financier à séduire la jeunesse sans occupation des localités près du parc de Bavé, de Bembelaye et de Bolé. D'aucuns leur assuraient des vivres en contrepartie d'une prime fixée par les terroristes soit 50 000 francs CFA à chaque voyage.

**Il serait imprudent et d'une retenue peu excusable de ne pas interroger l'auto-capitalisation des groupes terroristes en numéraire, dans un environnement où la paupérisation se nourrit de la surnatalité.**

Au fil du temps, l'aile militaire et combattante de ces groupes prouve leur audace progressive envers la population et le système de sécurité. En guise de camouflage, ils portaient des tenues de

l'armée burkinabè au moment d'attaquer les positions des forces régulières de leur pays, à proximité de la Côte d'Ivoire, le havre du repli<sup>67</sup>. De plus, ils avaient été qualifiés de rebelles proches de Guillaume Soro qui déstabiliserait le pouvoir du Président Alassane Ouattara en rupture avec son ex-dauphin constitutionnel après la démission de ce dernier le 8 février 2019. De telles assertions n'ont jamais pu être vérifiées. Mais elles nous renvoient quelque part à la narrative politique qui a forgé l'expérience burkinabè. En effet, **l'État burkinabè a longtemps traité le terrorisme sous l'angle complotiste avant de se résoudre à comprendre qu'il fait face à un jihadisme. Pareil risque guette la Côte d'Ivoire si de telles assertions gagnent en proportion et pourrait conséquemment retarder la réponse urgente que ce pays doit formuler face à la montée du péril.** Courant 2019, les services de sécurité burkinabè étaient convaincus de la présence des terroristes dans les forêts d'Alidoukou et de Mangodara<sup>68</sup>. Ceux de la Côte d'Ivoire confirmaient des passages ponctuels d'individus en armes. La velléité assumée à fonder une base de redéploiement stratégique le long de la bande frontalière ne fait plus de doute. Le département de Téhini apparaît comme une zone particulièrement sensible.

La violence terroriste n'y a pas été jusqu'ici revendiquée malgré le nombre des attaques. Néanmoins, le constat formel ne saurait occulter la dynamique de dissémination et d'extension de l'appel endogène à la violence sacrée tel qu'il nous a été permis d'en observer les avatars. **Les ingrédients de la conflictualité religieuse, autrefois enfouis sous l'épaisse couche de non-dits et de**

<sup>65</sup> Entretien avec S.P, à Téhini le 10 août 2020.

<sup>66</sup> Entretien avec A.C, responsable de jeunesse à Bavé, le 11 août 2020 à Bavé.

<sup>67</sup> Entretien avec M. C, transporteur, le 15 août 2020.

<sup>68</sup> Entretien avec C.K, agent de renseignement ivoirien, le 12 septembre 2020 à Abidjan.

**connivences solidaires, débordent les limbes du secret et gagnent en notoriété.**

La non-confrontation actuelle ne tiendrait que d'une trêve stratégique en attendant l'adhésion des populations locales et le maillage du territoire : endoctrinement, recrutement, apprentissage et baptême du feu illustrent les stades successifs de l'aguerrissement.

Dans le cadre de notre étude, nous nous sommes rendu compte que le prosélytisme jihadiste n'a pas encore connu une adhésion significative auprès des communautés natives de la Côte d'Ivoire. Pourtant, des témoins rapportent des cas de duplicité et de camouflage à Bavé,

Bembelaye et Bolé (des villages du département de Téhini). À comparer le Mali, le Burkina Faso, le Niger, le Nigeria, le Tchad, la Somalie, le Kenya et le Mozambique, l'on remarque combien l'aval d'une frange de la population - qu'il soit implicite ou effectif - a permis aux groupes jihadistes d'apposer une empreinte durable sur le terrain. **La Côte d'Ivoire au vu de sa veille présente, ne pourrait se soustraire longtemps à un tel horizon.** L'implication de jihadistes nationaux dans la logistique, le renseignement et l'engagement de belligérance se précise de plus en plus malgré la timidité de l'affirmation idéologique due à un rapport de force encore défavorable.

### III. FACTEURS ET CHEMINS DE LA RADICALITÉ DANS LE BOUNKANI

La réponse de l'État ivoirien au terrorisme dans le Bounkani dérive de la doctrine nationale en matière de défense. Celle-ci conjugue la prophylaxie à la cure qui met en scène des structures opérant sur divers piliers - préventif, opérationnel, diplomatique, judiciaire. L'importance accordée au rôle du Parquet Antiterroriste masque la pénurie de spécialistes de la dimension idéologique, d'où la difficulté à comprendre l'appel à tuer et donner sa vie avant d'envisager sa caractérisation pénale. Comme le rappelle souvent Bakary Sambe, directeur du Timbuktu Institute, « **le fait terroriste découle d'une longue chaîne dont chaque maillon pris individuellement peut ne pas être punissable** ». La Côte d'Ivoire à l'instar de nombreux pays ne prend pas encore la mesure de la capacité des groupes

terroristes à infiltrer le tissu social, à miser sur l'éducation et le conditionnement idéologique tout en préparant la maturation opérationnelle.

Essai d'endiguement de la radicalisation, la Côte d'Ivoire s'est dotée en 2018 d'un instrument appelé « mallette pédagogique ». La formule comprend la reconnaissance des concepts, des slogans et des traditions ritualistes et vestimentaires de l'Islam politique. Il s'adresse à un public mixte d'agents armés de l'État et de fonctionnaires de bureau.

**Il vise à acclimater les populations et les forces de défense et de sécurité aux causes protéiformes de la demande de violence en religion.**

### **A. Approche préventive : entre hésitation politique et caducité des paradigmes**

En réalité, le champ d'étude et le contenu de la mallette sont réduits à un mode opératoire de dernière minute : le propos se concentre sur l'attentat et la tuerie de masse. Ainsi, le contexte de territorialisation de la menace en cours relativise la portée et l'efficacité de la formation. La Côte d'Ivoire de 2020 et 2021 fait face à un islamisme qui pose de plus en plus les jalons de sa présence au sein de la population civile. **Le glissement du champ de la conflictualité terroriste ne cesse d'ailleurs d'empiéter sur les domaines du monopole de la contrainte légitime** : il importe de rappeler l'accrochage plus d'une fois au poste d'observation de Yendéré (Burkina Faso), les déclarations d'attaque contre la ville de Ouangolodougou (Côte d'Ivoire) en 2019 de même que les velléités d'installation de bases jihadistes autour de la frontière.

Devant l'urgence de défense nationale, la vision politico-militaire de l'État teste tout un faisceau d'approches sécuritaires et militaires en vertu d'un syncrétisme de découverte-expérimentation. En l'espèce, **le pays renforce sa posture opérationnelle et, ce faisant, privilégie le militarisme au détriment de l'anticipation et de la riposte idéologique.**

L'armée ivoirienne améliore sa performance et ses équipements. Elle a mené beaucoup d'opérations anti-jihadistes à sa frontière septentrionale dont « frontière étanche » et « Comoé 2020 » conjointement avec son homologue du Burkina Faso en mai 2020. Selon des communiqués de l'État-Major Général, la collaboration apporte des résultats

probants : l'interpellation de présumés chefs et exécutants et la destruction de bases de l'ennemi y figurent. À l'ombre du succès, la troupe fut cependant prise de court lors de la tuerie de 12 soldats à Kafolo, à peu de kilomètres du sud du Burkina Faso. En dépit de l'absence de revendication, des experts crédibles mettent en accusation le GSIM (JNIM en Arabe). Sans tarder, la Côte d'Ivoire décrète le nord « zone d'opération militaire »<sup>69</sup>. La décision conduit à l'intensification des parcours croisés de patrouilles. À cet égard, des centres de coordination ont été créés à Kong et à Boundiali, sous couverture de Korhogo.

### **B. Les défis multiples d'une réponse parcellaire**

En réalité, le militarisme reste tributaire des carences qui renvoient aux afflictions de la politique. La part des milices et groupes d'autodéfense à la commission de meurtres de 2002 à 2012 détériorait l'image républicaine de l'armée à présent associée à l'oppression, à l'extorsion et aux représailles partisanses... **L'image persiste et la « concussion » dénoncée de militaires déployés dans le cadre de la protection des frontières renforce davantage la défiance des administrés et atténue l'impact des comités civilo-militaires de sécurité.** À Téhini, les autochtones dénoncent la « prévarication des autorités officielles ». La principale accusation porte sur la « vénalité de certains militaires » et leur « inclination impunie au racket ». Quant à l'administration locale, elle souffrirait d'impuissance face aux tentatives de subornation par des financeurs notamment peulhs<sup>70</sup>.

---

<sup>69</sup> La voix de l'Amérique, citant l'Agence France presse (Afp), le 13 juillet 2020 : <https://www.voaafrrique.com/a/attaque-jihadiste-la-c%C3%B4te-d-ivoire-cr%C3%A9e-une-zone->

[op%C3%A9rationnelle-militaire-dans-le-nord/5501044.html](https://www.voaafrrique.com/a/attaque-jihadiste-la-c%C3%B4te-d-ivoire-cr%C3%A9e-une-zone-)

<sup>70</sup> Entretien avec P.S, responsable communautaire à Téhini le 10 août 2020.

*Graphique 4 : Attitude des populations face aux FDS (Forces de Défense et de sécurité), aux autorités militaires et administratives et au gouvernement*



*Source : Nos enquêtes, 2020*

La résurgence des conflits de basse intensité et la montée fulgurante du terrorisme ont changé la nature de la menace et le format des moyens pour la conjurer. L'enjeu n'est plus de ligne ou de terrain à conquérir ou sanctuariser, mais la société humaine, sa gouvernance, son contrat social, ses institutions. Ici, le pacte implicite entre la population et l'armée, indispensable à la cohérence et au succès de la conduite des opérations militaires, se délite dans une perte de confiance, résultant de la violation des droits de la population. La rupture entre l'armée et la multitude des civils a engendré le potentiel d'une passerelle clientéliste, tutélaire et protectorale, en faveur des jihadistes. En conséquence, l'État, peu importe sa puissance capacitaire, perdrait l'intégrité du contrôle sur une partie de son territoire.

Sous couvert de lutte contre l'insécurité, des postes d'observation - de fortune et occasionnels - bourgeonnent au bord des routes qui desservent Téhini ; leur nombre augmente curieusement le samedi<sup>71</sup>, jour de marché. Un trajet d'une quinzaine de km, compte 2 ou 3 haltes, d'un professionnalisme plutôt sommaire. Les passagers et piétons dont des commerçants sont obligés de régler le forfait de 1000 Fcfa, le passage quotidien, à chacun des contrôles<sup>72</sup>. Aussi Téhini n'a-t-elle pas tardé à se vider de vendeurs et de chaland. À cause de la tracasserie peu de personnes se risquaient à y aller<sup>73</sup>. Des protestations ont été formulées par des responsables

communautaires aux autorités de l'Etat mais elles ne produisent pas encore la suite réclamée.

**Victime de la prédation des soldats, les riverains comprennent moins l'opportunité de leur déploiement.** Dans le récit de certains de nos interlocuteurs, une initiative de rédaction de pétitions et des plaintes pour demander le départ de l'armée ou l'allègement du dispositif militaire<sup>74</sup> est en cours dans certaines localités. Nous n'avons pu l'authentifier ni connaître ses promoteurs, encore moins leur nationalité.

La lutte contre le terrorisme pourrait être comparée à une guerre insurrectionnelle

<sup>71</sup> Op.Cit.

<sup>72</sup> Entretien avec S. H, responsable de jeunesse de Téhini le 10 août 2020 à Téhini.

<sup>73</sup> S.H, idem

<sup>74</sup> S.H, ibidem.

dont l'asymétrie procure l'avantage au faible. Son traitement au plan opérationnel requiert l'usage, assez tôt, de la bataille de cœurs théorisée par David Galula<sup>75</sup>. Ce dernier propose aux Forces de Défense de considérer le civil comme un maillon important de la dissuasion anti-insurrectionnelle. Au Bounkani, ses recommandations ne sont pas encore à portée de main. **Sans une décision ferme de l'État en la matière, la Côte d'Ivoire se résoudrait, un jour proche, à voir une partie de son territoire sortir de sa souveraineté.** De surcroît, même des soldats énoncent en public des théories du complot que l'on retrouve sur les pages Facebook et WhatsApp des groupes islamistes et d'autres applications de réseaux sociaux. En substance, ils estiment qu'à Téhini « *le terrorisme est utilisé pour masquer le projet politique du gouvernement, celui de rester longtemps au pouvoir, en détournant le regard de la population* »<sup>76</sup>. **À cette attitude de déni s'ajoutent les agissements qui incitent les citoyens à douter de la faculté de l'État de les protéger.** À Téhini, des bagarres de maquis éclatent souvent lorsque des militaires soulographes cèdent à la consommation de l'alcool frelaté<sup>77</sup>, le fameux koutougou. Il arrive que « *sous l'emprise du stupéfiant, ils exécutent des tirs de sommation qui effraient les gens, déjà imbibés de la psychose d'un assaut terroriste* », pointent certains témoignages.

Au regard de la présente étude ayant pris le pouls des communautés locales, **on ne peut**

**plus douter du fait que l'internationale jihadiste s'est lancée dans la conquête des cœurs par l'entraide, la promesse métaphysique et la discrétion.** Des terroristes présumés offrent en cachette aux orpailleurs coopératifs des matériaux de détection de métaux ; des agents des eaux et forêts les revendent après saisie<sup>78</sup>, d'où l'équivalence objective d'intérêts entre les deux premiers.

L'armée de la Côte d'Ivoire s'apprête à contenir la milice islamiste en gestation mais elle semble déjà avoir compris la vision de David Lonsdale<sup>79</sup> quand il aborde la conduite des opérations et leur dose de fermeté. **La stratégie de l'intimidation, si elle est mal encadrée, produirait l'effet contraire. Des soldats abuseraient parfois du pouvoir de l'arme ; ils perquisitionnent et raflent, à tout instant, de jour et de nuit.** En juillet 2020, au cours d'une opération au village de Bidoletedou, l'armée procédait à l'interpellation d'une trentaine de personnes y compris le chef coutumier. Après plusieurs heures, assis par terre sous un soleil de plomb à Kafolo, ils furent relâchés à l'exception de deux individus transférés à Korhogo. L'incident irritait la population : quelques-uns désapprouvaient même la présence des prétoriens. Certains accusent des soldats d'avoir violé leurs us et coutumes en bafouant l'autorité d'un dignitaire par une « arrestation injustifiée ». Les militaires n'ont pas été capables de leur fournir un argument probant ni de présenter des excuses.

<sup>75</sup> David Galula, *Contre-insurrection théorie et pratique*, Paris, Economica, 2008, 213 pages.

<sup>76</sup> Entretien avec P. A, responsable communautaire à Téhini, le 10 août 2020 à Téhini.

<sup>77</sup> Entretien avec O. F, agent de mairie de Téhini, le 10 août 2020.

<sup>78</sup> Entretien avec T.K, ex-orpailleur, le 10 août, à Téhini.

<sup>79</sup> Stéphane Taillet, Joseph Henrotin, Olivier Schmitt, *Guerre et stratégie approches, concepts*, Puf, 2017, 518 pages.

## CONCLUSION

La carte sécuritaire de l'Afrique de l'Ouest au début du 21<sup>ème</sup> siècle corrobore l'enflamment puis la coagulation d'entités terroristes. **Il y a eu un phénomène de débordement des épices qui a rendu caduc le paradigme de la masse critique d'engagés comme indicateur de contagion.** Certes, les organisations sont en pleine mutation, mais pour l'heure l'EIGS, Boko Haram et le GSIM détiennent assez de guerriers et d'arsenaux. Le défaut des mesures coordonnées à l'échelle régionale offre une aire d'expression - quasi élastique - aux groupes terroristes qui se métamorphosent et dont la propagande irrigue les milieux déshérités pratiquement à l'abri de la dissonance et de la réfutation. **Le terrorisme islamiste, par la virulence, la patience et la récurrence de son agressivité, s'est imposé ces dernières décennies comme un acteur géopolitique bouleversant les postulats classiques d'engagement militaire et de la polémologie. Le credo de ses acteurs s'enrichit de carences structurelles de gouvernance et de l'abandon territorial.**

La continuité géographique avec le Burkina Faso et le Mali, actuels bastions avancés de la terreur islamiste en Afrique de l'Ouest, expose leur voisin du Sud. **La Côte d'Ivoire en danger investit l'ascendant de la sidération par l'étalage de ses moyens offensifs.** Le septentrion, foyer d'expérimentation embryonnaire du jihad, se retrouve au cœur de l'effort gouvernemental même si l'approche est forcément à affiner. Toutefois, même encore loin des infiltrations et du fracas du combat, la société est livrée à la propagande unilatérale de l'extrémisme pendant que l'interlocuteur étatique est toujours perçu comme lointain. Dans le Bounkani, le défi pour la Côte d'Ivoire se

définit d'abord au travers de la dissémination immatérielle des idées d'exclusion et de l'appropriation graduelle des théories civiles et violentes alimentant idéologiquement le terrorisme. **La hardiesse des méthodes, l'inventivité des esquives et l'accès aux rudiments de technicité s'imbriquent à l'abri des regards et des chiffres.** En face, la prolifération et la concurrence des référents sociaux - ethnie, religiosité, clientélisme - engendre un effet d'inimitié qui brouille la solidarité nationale et entérine dès lors le concept d'anomie selon Max Weber<sup>80</sup>. Cette articulation des pathologies sociales et de la rivalité économique en marge des institutions donne naissance à une forme de conflictualité diffuse à laquelle la région du Bounkani manifeste une forte perméabilité. **La corruption structurelle, l'itération impunie du racket et la léthargie de l'administration y concourent. Une telle situation est propice aux propagandes dé-socialisantes creusant le fossé entre l'Etat, ses démembrements et les populations frontalières.**

Au Bounkani, les problèmes recensés plus haut résultent de l'échec symbolique de l'Etat, du laxisme, de l'incapacité à s'affranchir des intérêts subjectifs et *in fine* de l'incapacité à stopper la décomposition des solidarités organiques<sup>81</sup> anciennes.

**La sédimentation des griefs et l'impunité préparent déjà un large cadre d'expression aux futurs terroristes, à l'intérieur des composantes ethnicisées où s'équilibrent le désir de s'inventer une identité de rechange et d'obtenir ainsi l'acceptabilité au sein de la « Umma » - communauté musulmane transnationale - dans un contexte de mondialisation du croire.**

---

80 Le suicide, 1897

81 Émile DURKHEIM, *De la division du travail social*, Presses universitaires françaises, 1893, 420 pages.



Comme en témoigne l'automatisme croissant des heurts d'autochtones de la moitié sud et d'allogènes du Nord et du Sahel, la « milicianisation » guette malgré le déni politique persistant.

**Face au délitement d'un État symboliquement chancelant sur certains sujets et bien à contresens de ses réussites de normalisation post-crise, l'extrémisme qui se cache derrière une prédication « sunnite » à orientation salafo-wahhabite pose les jalons de sa prégnance mentale auprès d'un nombre croissant de musulmans en Côte d'Ivoire.** En guise de solution théorique, le retour à la sociologie de l'État et une nouvelle approche anthropologique des territoires comporte des réponses pertinentes et des pistes de rémission.

Le terrorisme islamiste n'est pas une « holding » de voyous ou de criminels narcotrafiants mais avant tout une vision du monde, de la vie à la mort, qui promeut la domination de toute l'humanité et sa soumission à la prétendue loi de Dieu sur Terre. Les solutions conventionnelles ont peu d'emprise sur des individus déterminés à perdre ici-bas en échange d'une félicité post-mortem. **La situation du Bounkani exige une vision holistique qui transcende et annihile la politique du déni, les pudeurs injustifiées, les susceptibilités et les préférences au profit d'une conscience lucide du risque en devenir.**

Pour toutes ces raisons, le gouvernement ivoirien est tenu d'inclure le fait religieux au centre de l'analyse globale du terrorisme, voire de lui accorder la primauté de la recherche et de l'observation *in vivo*. **La nouveauté sur le terrain est qu'au Bounkani et même dans d'autres régions du pays les propagateurs de la culture de la haine disposent d'une certaine longueur d'avance.** Dans cette configuration, l'animisme digue d'hier leur cède, souvent avec le soutien objectif des chrétiens, des musulmans,

soutenus parfois des personnalités politiques en quête de bases électorales locales.

**La réalité autant que l'avenir prévisible pressent la Côte d'Ivoire d'engager une réadaptation de ses mécanismes et stratégies d'anticipation en marge de la seule approche militaire.** La compréhension du terrorisme sous le prisme d'une volonté soudaine de nuire et de menées relevant de la criminalité primaire gomme le primat de l'idéologie, le met en arrière-plan ; derrière la phraséologie du sous-développement devenue la mode chez des experts qui manquent d'outils conceptuels pour appréhender la dimension idéologique. Certains de ces experts et universitaires continuent à percevoir le volontaire du jihad sous les traits d'une victime du capitalisme, de l'impérialisme ou d'un énième « isme » commodément convoqué pour cacher, du moins excuser, une faillite authentiquement endogène.

Le pays peine à l'admettre en 2021 : **la souche du jihad subsaharien n'est pas forcément une affaire de groupes, d'organisations, mais d'emblée un dessein de sujétion et d'uniformisation cherchant à faire substituer la théocratie au peu de démocratie.**

Pourtant, mieux qu'au Burkina Faso, au Mali et au Niger, la Côte d'Ivoire héberge le capital culturel de son salut à condition que ses dirigeants s'en persuadent à temps et établissent - ensemble et à rebours des luttes internes de préséance - les termes de l'union sacrée contre le terrorisme. Si elle prend la mesure du risque en couplant approche préventive et gestion des urgences sécuritaires et en sortant du déni d'une réalité persistante qui est la montée de l'extrémisme, la Côte d'Ivoire pourrait encore s'appuyer sur ce que Bakary Sambé appelle « les ressources culturelles endogènes » pour renforcer sa résilience à l'épreuve de la transnationalité.



**African Center for Peace Studies**  
[www.timbuktu-institute.org](http://www.timbuktu-institute.org)

**Timbuktu Institute-African Center for Peace Studies est un think-tank africain basé à Dakar, Niamey, Nouakchott, Bamako et Conakry dont la mission est de co-construire un monde de Paix et de Justice en Afrique. Ce centre panafricain de recherche-action abrite l'Observatoire des radicalismes et conflits religieux en Afrique (ORCRA) est investi dans la recherche-action sur les questions de paix et de sécurité en tant que plateforme régionale de résolution des conflits par le dialogue inclusif dans le cadre d'une approche préventive, d'une démarche de veille prospective et d'alerte précoce.**

**Timbuktu Institute valorise les ressources endogènes de l'Afrique, de sa société civile et communautaire, des citoyens, chercheurs universitaires ou religieux afin d'inspirer des méthodes innovantes de médiation aux partenaires internationaux qui partagent les mêmes idéaux.**

**TIMBUKTU INSTITUTE –African Center for Peace Studies  
Sis VDN – Derrière OCHA – Sacré-Coeur 3 – Dakar SENEGAL  
BP: 15177; CP: 10700, Dakar - Fann**

**Tél : +221 33 827 34 91**

**E-mail : [contact@timbuktu-institute.org](mailto:contact@timbuktu-institute.org) Web : [www.timbuktu-institute.org](http://www.timbuktu-institute.org)**